

## 2 Politique

## Visite du chef de l'Etat à Cuba

## Les atouts du Gabon présentés aux investisseurs cubains



Les participants au forum attentifs.



Le président Ali Bongo Ondimba a ouvert le forum économique entre les deux pays, hier.

O. N.

Libreville/Gabon

**Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a présidé le lancement d'un forum économique cubano-gabonais, hier. Occasion pour les membres du gouvernement gabonais présents à La Havane, de vanter les opportunités d'affaires qu'offre notre pays. Toutefois le principal temps fort de cette journée aura été la rencontre entre le numéro un gabonais et son homologue cubain Raul Castro Ruz, au moment où nous mettions sous presse (nous y reviendrons).**



Une phase de l'entretien du chef de l'Etat avec le président de l'Assemblée nationale, Esteban Lazo.



Signature d'un accord sur l'éducation entre le ministre d'Etat Pacome Moubelet Boubeya (Affaires étrangères) et le ministre cubain de l'Education.

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, est arrivé dans la capitale cubaine jeudi soir, dans le cadre d'une visite officielle, à l'invitation du président du Conseil d'Etat et du Conseil des ministres de la République de Cuba, Raul Castro Ruz. Le chef de l'Etat avait un agenda plu-

tôt chargé hier. Au menu, entre autres, la rencontre avec le numéro un cubain. Un entretien qui a eu lieu au moment où nous mettions sous presse (nous y reviendrons). Toutefois, tout a commencé avec le forum économique cubano-gabonais. La cérémonie d'ouverture y relative a été présidée par le président Ali Bongo On-

dimba. Ce rendez-vous a donné l'occasion aux ministres Régis Immongault Tangani (Economie et Prospective) et Madeleine Berre (Promotion des Investissements privés, Commerce et Industrie) de vanter les potentialités du Gabon et les opportunités d'affaires qu'offre notre pays, le président Ali Bongo ayant opté pour le renfor-

cement de la politique de diversification de l'économie. Les membres du gouvernement gabonais présents à ce forum n'ont pas manqué de magnifier les facilités qu'offre la Zone économique spéciale (ZES) de Nkok, dans le département du Komo-Mondah (Ntoum)... Sur un tout autre plan, dans le cadre de la coopération

en matière de formation et d'éducation, un accord a été signé entre nos deux pays. Le ministre d'Etat Pacome Moubelet Boubeya (Affaire étrangères), et c'est le ministre cubain de l'Education qui a représenté son pays. Par ailleurs, le président de la République s'est entretenu avec le président de l'Assemblée nationale cu-

baine, Esteban Lazo. Tout comme il a déposé une gerbe de fleurs devant le monument du héros national cubain, José Martí. A noter en outre que, ce samedi, Ali Bongo Ondimba se rendra à Santiago de Cuba pour s'incliner sur la tombe du défunt président cubain Fidel Castro. De même, il visitera la Caserne Moncada.

## Après la diffusion de l'émission Complément d'enquête sur France 2

## Bilie-By-Nze dénonce un brûlot sur commande

J.K.M

Libreville/Gabon

**Selon le porte-parole du gouvernement, Libreville devrait réagir après "cette émission à charge".**

LA réplique des autorités gabonaises n'a pas tardé après la diffusion, jeudi dernier, sur la chaîne de télévision publique française France 2, de l'émission Complément d'enquête consacrée au Gabon. En effet, au cours de la traditionnelle conférence de presse hebdomadaire, qu'il a animée hier, au siège de la télévision publique nationale, le porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, a annoncé qu'il transmettra, dans les tous prochains jours, une protestation officielle des autorités gabonaises à leurs homologues françaises pour dénoncer "le traitement dénigrant dont a été victime le chef de l'Etat gabonais, Ali Bongo Ondimba, au cours de cette émission à charge". Il s'agit, selon lui, d'un brûlot sur commande. Une réaction d'autant plus justifiée que, selon lui, les journa-

listes, auteurs de ce documentaire, ont manqué visiblement d'éthique, de professionnalisme et d'équilibre. D'où, s'est-il interrogé, quels sont les buts visés par cette émission ? Quelles leçons devons-nous retenir après sa diffusion ? A ses yeux, point de doute. A chaque alternance majeure en France, certains milieux, à travers des brûlots, tentent de mettre à mal les relations franco-gabonaises. Ce fut notamment le cas, a-t-il avancé, en 1981, après l'arrivée des socialistes au pouvoir dans l'Hexagone. Cette année là, a-t-il laissé entendre, à la suite de la publication du livre "Affaires Africaines" par Pierre Péan, certains compatriotes avaient déclenché des manifestations ayant débouché sur les événements de la Gare routière. Quelque temps plus tard, a-t-il poursuivi, au terme de la réélection du président François Mitterrand, survint "l'Affaire Elf" dans laquelle le chef de l'Etat, Omar Bongo Ondimba, fut éclaboussé. C'est dire, selon Alain-Claude Bilie-By-Nze, qu'il n'y a rien de nouveau sous les tropiques. "Si ce n'est que certains individus s'échinent à mettre à mal les relations entre le gouvernement gabonais et les nouvelles autorités françaises, qui prônent le change-

ment". Sur ce point, a-t-il précisé, que tous les nostalgiques de l'ordre ancien ne s'y trompent pas car Ali Bongo Ondimba a de très bonnes relations avec le nouveau président français, Emmanuel Macron, avec lequel il s'est déjà entretenu à plusieurs reprises. En outre, a-t-il poursuivi, l'émission de France 2 a révélé que, parce que le chef de l'Etat a décidé de diversifier les partenaires économiques de notre pays, de rompre avec la Françafrique, un certain nombre de personnes décident de le combattre. Notamment le pseudo-avocat Robert Bourgi, à qui il a coupé les vivres, en mettant un terme à la Françafrique. Pour autant, a souligné le membre du gouvernement, Ali Bongo Ondimba va maintenir le rythme de la diversification de notre économie, tout en travaillant à l'amélioration, la préservation des relations franco-gabonaises et en continuant d'accueillir sur notre sol des entreprises françaises qui se conforment à la législation gabonaise. C'est à croire, a affirmé le ministre d'Etat, ministre de la Communication, que l'émission de France 2 a été conçue "pour mettre le feu au Gabon". Mais dans le fond, a-t-il



Photo : W Ifried Mbinah

Le porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, lors de la conférence de presse.

avancé, ce n'est qu'un pétard mouillé qui, une fois de plus, a montré que Robert Bourgi est le véritable patron d'une certaine opposition gabonaise. "Quelle est la véritable contrepartie du deal qui le lie avec ses maîtres actuels, vu qu'il a déclaré au cours de cette émission qu'il était ruiné ?", s'est-il demandé.